



# POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 31 MARS

**BULLETIN NPA RENAULT LE MANS**

**25 MARS 2015**

Après la forte mobilisation du 9 mars qui a rassemblé près de 500 000 manifestants, jeunes, salariés, privés d'emploi, retraités, le mouvement s'est ancré dans la jeunesse lors de la nouvelle journée nationale de mobilisation du 17 mars. De plus en plus de lycées sont touchés par la mobilisation, tout comme beaucoup d'universités et les étudiants ont réuni une coordination nationale de leur mouvement le week-end dernier. La preuve, s'il en fallait encore, que malgré tout ce que peut raconter le gouvernement, malgré les tentatives multiples de répression du mouvement (violences policières, arrestations de manifestants, fermetures de certaines universités), la loi El Khomri sur le travail continue de semer la colère dans la jeunesse et le monde du travail. Comme le crient les jeunes dans les manifs, cette loi doit finir à la poubelle !

## **BEAUCOUP DE BRUIT POUR MOIN QUE RIEN**

Le gouvernement veut faire croire qu'il n'est en rien impressionné par la contestation qui monte de semaine en semaine. Pourtant il a été obligé d'annoncer une prétendue nouvelle version du projet de loi. Mais pratiquement rien de fondamental n'a été modifié. Concernant les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le plafonnement ne sera plus obligatoire mais « indicatif ». Le contrôle des licenciements économiques passerait par les juges qui n'auront en pratique ni le temps ni la volonté de s'opposer aux patrons. La mise en œuvre des forfaits-jours dans les PME et des astreintes ne pourrait pas être décidée unilatéralement par les patrons mais pourront être imposées par accords d'entreprises. Valls a prétendu mettre en place une taxation des CDD, mais en réalité, elle dépend de la négociation entre partenaires sociaux dans le cadre de l'assurance-chômage. Et si le gouvernement voulait aussi désamorcer le mécontentement des fonctionnaires avec une dérisoire augmentation de 1,2%, il n'a fait en réalité que l'accentuer.

## **BERGER, NOUS NE SOMMES PAS DES MOUTONS**

Ces miettes semblent satisfaire le secrétaire général de la CFDT et de la pseudo organisation étudiante, de droite, la FAGE. C'était l'objectif du gouvernement qui cherche avant tout à briser l'élan de la mobilisation

entamée le 9 mars. Ces pseudos reculs ne changent rien. En effet, le cœur de la Loi travail n'est en aucune manière attaqué. Le renversement de la hiérarchie des normes reste l'objectif fondamental du gouvernement. Ce renversement mettrait les droits fondamentaux des salariéEs sous la menace d'accords d'entreprise obtenus par le chantage à l'emploi et des tractations avec des syndicats qui se coulent dans le moule du libéralisme.

## **TOUS ENSEMBLE, IMPOSER LE RETRAIT DU TEXTE**

Tous les salariéEs, la jeunesse sont concernéEs par cette attaque. La loi travail vise d'abord ceux et celles du privé mais les mêmes projets sont à l'œuvre à l'hôpital (loi Touraine), à la SNCF (casse du statut suite à la réforme ferroviaire). Cette régression accompagne l'austérité appliquée à toute la Fonction publique, au travers du PPCR et les attaques contre les droits des chômeurs/euses. Ce projet de loi ne ferait pas reculer le chômage, il permettrait au contraire de faciliter les licenciements.

Pour bloquer ces projets, ces reculs, pour obtenir le retrait du projet de Loi travail, nous devons construire un rapport de forces à la hauteur de l'attaque. Le prochain rendez-vous fixé par les organisations syndicales, les organisations de jeunesse est le jeudi 24 mars, jour de la présentation de la loi devant le conseil des ministres. Et il faut d'ores et déjà préparer la grande journée de grève du 31 mars dont il faut faire une journée de grève générale avec la perspective de continuer aussi le lendemain ! Mettons à profit chaque occasion pour convaincre autour de nous que c'est seulement en bloquant l'économie, par un mouvement de grève prolongée, que nous ferons reculer le gouvernement.

**Ni amendable  
Ni négociable**



**RETRAIT  
du projet de  
loi El Khomri !**

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE - WWW.NPA2009.ORG

**Qu'est-ce-que la Loi Travail ?  
Quel rôle devons-nous jouer  
pour son retrait ?  
Réunion Publique du NPA  
18h00  
Vendredi 25 Mars  
Maison des Associations**

---

## LOI « TRAVAIL » : LE VRAI VISAGE DE MARION MARÉCHAL-LE PEN

Le projet de loi « Travail » : un casse-tête pour le FN. Approuver un tel projet conduirait à se mettre à dos des millions de salariés. En même temps, le FN cherche à élargir sa base électorale sur un monde patronal qui approuve pour l'essentiel un projet largement dicté par le MEDEF. D'où un dégageant en touche.

Marine Le Pen parle d'un projet piloté par Bruxelles, sa nièce Marion – invitée sur France Inter le 9 mars – dit que le projet pose de « *bonnes questions* », mais apporte de mauvaises réponses. Exemple sur le temps de travail. Au lieu de la baisse du taux de majoration des heures supplémentaires envisagée par le projet El Khomri, « *on aurait mieux fait - explique-telle - d'augmenter la durée légale du temps de travail, en passant à 39 H, payées 39* ». En clair, pour en finir vraiment avec les 35 H, plus de majoration des heures supplémentaires... avant la 40<sup>ème</sup> heure. Devinez qui serait le seul à y gagner.

---

## LOI DE LA GUERRE ET LOI DU MARCHÉ

Ils sont « nickel », les alliés de la France, dans la guerre contre l'État Islamique. Des résistants à Daesh dénoncent les arrangements entre leurs oppresseurs censés être ennemis. Les djihadistes qui les tyrannisent, les Russes et Bachar Al-Assad qui les bombardent ont exploité ensemble le complexe gazier de Twinan, pendant plus d'un an et demi. Daesh en retirait plus de 100 000 € de bénéfices par jour, quand le régime syrien et l'entreprise russe profitaient du gaz et de la discipline imposée aux ouvriers par le chef de la police islamique de Daesh.

*"La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas"* disait un poète français.

---

## LE CHIFFRE : PLUS DE 60 !

C'est le nombre d'établissements universitaires qui se sont réunis ce week-end pour exiger le retrait de la réforme du travail et coordonner la lutte sur les facs. La jeunesse refuse la précarité à vie, nous tous aussi !

**Pour nous contacter :**

**Tél : 06 33 55 00 27**

**COURRIEL : [NPA.SARTHE@GMAIL.COM](mailto:NPA.SARTHE@GMAIL.COM)**

LAISSE TRAÎNER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT LU

---

## NOUS NPA, ON EN APPELLE À LARÉVOLTE !

Faire entendre la voix des opprimés et des résistances, voilà le sens de la candidature du NPA à l'élection présidentielle de 2017. Philippe Poutou l'ouvrier-candidat de 2012 portera dans la campagne nos revendications sociales, écologiques, féministes, anti-racistes... En attendant, prenons la rue !

---

## QUI VIDE LES CAISSES DE L'ÉTAT ?

Pour 2015, le fisc va récupérer 21 milliards d'euros auprès des fraudeurs, en majorité des patrons et des riches. Cela concerne notamment l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur la fortune, la TVA non reversée, des droits d'enregistrement non payés et les pénalités qui vont avec.

Ces 21 milliards ne représentent cependant qu'une petite part de la fraude fiscale, dont celle baptisée « optimisation fiscale » dans les grandes entreprises, évaluée entre 60 et 80 milliards. Des milliards qui manquent pour satisfaire les besoins de la collectivité. Sans compter que ceux qui se débrouillent pour ne pas remplir les caisses de l'État... sont souvent ceux-là même qui les vident !

---

## SNCF : LA GRÈVE EN RÉPONSE À UNE VÉRITABLE DÉCLARATION DE GUERRE

Diminution du nombre de repos, nombre annuel d'heures de travail augmenté pour certains de 38 heures, aucune garantie du nombre de repos doubles dans l'année, modifications au dernier moment des plages de travail facilitées... et bien d'autres attaques. Le projet gouvernemental, c'est du lourd ! Au nom d'une harmonisation entre les 5 000 employés du ferroviaire privé et les 150 000 de la SNCF, le gouvernement veut tirer les droits de la majorité des cheminots vers le bas.

Le gouvernement voulait « finaliser » son projet à la mi-mars : les cheminots avaient déjà de bonnes raisons de partir en grève le 9 mars. Le projet de loi d'El Khomri en rajoute et, surtout, donne l'occasion aux cheminots de se battre aux côtés des autres travailleurs pour mettre un coup d'arrêt aux attaques de ce gouvernement PS-Medef.

**LE BLOG DU SECTEUR  
AUTOMOBILE DU NPA**

**Tracts, infos, tout y est !**

**[WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG](http://WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG)**

